

AVIGNON

Ville d'exception

- REPUBLIQUE FRANÇAISE -

Arrêté temporaire n° 24-AT-1479
Portant réglementation de la circulation
dérogant à l'arrêté d'interdiction de travaux n° 02-127/P/MD.

PÔLE EXPLOITATION URBAINE ET CIRCULATION

MONTEE DES MOULINS

LE MAIRE DE LA VILLE D'AVIGNON

CM

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route

VU l'arrêté municipal du 27 mai 2024 portant délégation de signature à Madame Cécile JOUFFRON Directrice Générale Adjointe à la Ville d'Avignon

VU la demande en date du 27/11/2024 par laquelle Spie Batignolles Valérian demeurant 84350 COURTHEZON représentée par Madame Margaux BERUT -0622775430 et les diverses entreprises intervenantes demandent l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public

VU l'arrêté n°24-AT-1362 en date du 25/11/2024, portant réglementation de la circulation, du 25/11/2024 au 17/12/2024, :

- JARDIN DU ROCHER DES DOMS
- SUR DIVERSES VOIES DE L'INTRA-MUROS

CONSIDÉRANT que des travaux de restauration du Jardin du Rocher des Doms (aménagements paysagers, sols béton et pierres, serrurerie et ferronnerie, signalétiques, jeux pour enfants, maçonneries patrimoniales, réseaux divers, fontainerie, gros œuvre...) rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 28/11/2024 au 20/12/2024 (dérogant à l'arrêté d'interdiction de travaux n° 02-127/P/MD) et du 06/01/2025 au 03/07/2025 JARDIN DU ROCHER DES DOMS;

ARRETE

ARTICLE 1 - L'arrêté n°24-AT-1362 en date du 25/11/2024, portant réglementation de la circulation :

- JARDIN DU ROCHER DES DOMS
- SUR DIVERSES VOIES DE L'INTRA-MUROS

, est abrogé.

ARTICLE 2 - Du 28/11/2024 au 20/12/2024 et du 06/01/2025 au 03/07/2025 pour le chantier du JARDIN DU ROCHER DES DOMS.

Les entreprises autorisées sont:

- SPIE BATIGNOLLES VALERIAN
- SPIE BATIGNOLLES SOLEV
- ABC Environnement
- SAS C'CLOT
- GIRARD
- Sols Provence
- Drôme Agregats
- Gaudin
- Alliance Consultants
- Monstr
- SAS Mariani
- TETRA
- SAS Guintoli / EHTP
- SEGEX - TERIDEAL

ARTICLE 3 - À compter du 28/11/2024 au 20/12/2024 et du 06/01/2025 au 03/07/2025, les matins avant 11h00, afin de rejoindre le Jardin du Rocher des Doms, des PL sont autorisés à circuler sur les voies suivantes :

- Rue de la République
- Rue Félicien David
- Rue Racine
- Rue Molière
- Place Puits des Boeufs
- Rue Gérard Philippe
- Place du Palais (voie lourde exclusivement)

- Montée Jean XXIII
- Montée des Canons
- Montée des Moulins

Pour le retour, ces mêmes PL sont autorisés à circuler sur les voies suivantes :

- Montée des Moulins
- Montée des Canons
- Montée Jean XXIII
- Place du Palais (voie lourde exclusivement)
- Rue Gérard Philippe,
- Place Puits des Boeufs
- Rue Molière
- Rue Racine
- Rue Saint-Etienne
- Rue Rempart du Rhône
- Porte de l'Oulle

Pour la sécurité des piétons, les entreprises intervenantes s'engagent à mettre en place un « homme trafic » sur chacun des lieux de leurs passages.

ARTICLE 4 - Au grés des manifestations (Foire Saint-André, Déambulations, courses...) la circulation des véhicules de chantier pourra être interrompue, SUR DIVERSES VOIES DE L'INTRA-MUROS.

ARTICLE 5 - À compter du 28/11/2024 au 20/12/2024 et du 06/01/2025 au 03/07/2025, l'accès à la Métropole Notre Dame des Doms sera maintenue. Les résidents sont autorisés à stationner le long de leur immeuble sauf exception durant les travaux de réseau en tranchés où ils auront l'autorisation de stationner à l'intérieur du chantier.

L'accès des PMR qui se rendent à la métropole les dimanches est également maintenue. Leur stationnement devra se faire devant la grille jardin/métropole (face aux monuments aux morts).

ARTICLE 6 - Les demandeurs devront par tous les moyens (photos horodatées, constats signés, pv, ...) justifier de la mise en place du dispositif par ses soins (signalisation, jalonnement d'une déviation, informations des usagers, réservation de places stationnement, pose de barrières, affichage de l'arrêté ...) en cas de litige et de contrôle par la police municipale

ARTICLE 7 - La ville d'Avignon a recours au dispositif de Lecture Automatisée des Plaques d'Immatriculation (LAPI) dans le cadre du contrôle du Forfait de Post-Stationnement (FPS).

Ce dispositif s'applique dans toutes les zones où le stationnement est règlementé et payant.

Si tel est le cas, le bénéficiaire doit impérativement déclarer dès réception du présent arrêté et au plus tôt :

- la plaque d'immatriculation du véhicule utilisé (même de location)
- le numéro de la carte grise du véhicule utilisé
- le numéro du présent arrêté

Cette déclaration doit se faire auprès du CIRAPS (H24/24 et 7j/7) :

Par téléphone au numéro suivant : 04 90 80 83 83

Par mail : CIRAPS@mairie-avignon.com

Dans le cas contraire, le permissionnaire s'expose à d'éventuelles verbalisations

ARTICLE 8 - Selon l'arrêté n° **20-AP-0310**, les voies inscrites à l'intérieur du périmètre formé par les remparts sont classées « Zone de Rencontre ».

Sur les voies classées Zone de Rencontre :

- la priorité est accordée aux piétons qui n'ont pas obligation de circuler sur les trottoirs et aux cyclistes,
- la vitesse des véhicules est limitée à 20 km/h.

Durant les diverses piétonisations mises en place par la Ville hors Festival (Saison Estivale Noël...), les véhicules autorisés se doivent de circuler à vitesse très réduite (5km/h) et laisser la priorité absolue aux piétons

Durant le Festival, cette autorisation n'est valable que de 02h00 à 12h00. Le permissionnaire devra respecter les règles de circulation mises en vigueur et instaurées par arrêté municipal

ARTICLE 9 - Le bénéficiaire est tenu de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances et de réparer tout dommage qui aura pu être causé, dès la fin du chantier, soit à la date de fin de travaux convenue ci dessus.

La période de travaux convenue entre le gestionnaire de voirie et le concessionnaire devra inclure la remise en état du domaine public de manière à ne plus revenir dessus (finitions, branchements...),

- Les finitions devront être définies avant le commencement du chantier avec les services de la Ville,
- Les voies faisant moins de 2 mètres devront être reprises sur toute la largeur de fil d'eau à fil d'eau,
- Les découpes non linéaires et de petites surfaces ne seront pas admises (découpes homogènes)

Les prescriptions ci-dessus concernent également les ATU

ARTICLE 10 - En cas d'urgence entre 18h00 et 07h30, contacter les numéros suivants :

-Gardien Mairie tél **04.90.80.80.00**

-Voirie circulation astreinte tél **07.85.14.17.31**

-Police Municipale tél **04.90.85.13.13**

Par mesure de sécurité, liée à des contraintes techniques ou météorologiques, les dispositifs (signalisation, déviation, route barrée...) seront maintenus au-delà des heures mentionnées sur le présent arrêté et ce jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 11-PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES CHANTIERS EN ZONES ROUGES DU PPRI DU RHONE OU DE LA DURANCE -

Le demandeur prendra les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du chantier et de ses installations en cas de crue, dès lors que les travaux se situent en zone rouge du PPRI prescrit dans les Portés à Connaissance (PAC) du risque inondation Rhône et Durance respectivement notifiés en nov. 2021 et nov. 2017. Sont également concernées par cette mesure les zones concernées derrière les digues, à savoir les zones quadrillées en rouge du PAC Durance et les zones en grenat du PAC Rhône. Les plans de zonage sont transmis en annexe du présent arrêté.

Le bénéficiaire de l'arrêté d'autorisation devra tenir compte des consignes de crue conformément aux prescriptions données par la direction de la sécurité civile locale de la ville d'Avignon, notamment en terme de cotes de vigilance et d'alerte, de délai d'évacuation et de mise en sécurité des biens et des personnes. Le demandeur est tenu de prendre contact auprès de cette direction avant tout démarrage du chantier à l'adresse suivante: marie.solerieu@mairie-avignon.com.

Il devra mettre en place une astreinte, joignable 24h sur 24 et 7j sur 7. Il proposera aux services de la ville un plan de gestion de crise en cas de crue.

ARTICLE 12 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES CHANTIERS AUX ABORDS OU DANS L'EMPRISE DES MARCHES HEBDOMADAIRES : -

Pour la sécurité des usagers et des forains des marchés hebdomadaires se déroulant sur l'ensemble de la commune d'Avignon, il en est de la responsabilité de l'entreprise intervenante de se renseigner sur les jours et horaires des marchés afin de sécuriser les lieux et les rendre accessibles.

ARTICLE 13 - Les mesures définies ci-avant ne seront applicables qu'après complète information des riverains et des commerçants du secteur et ce par une note distribuée individuellement par le Maître d'Ouvrage ou par l'entreprise mandataire des travaux,

ARTICLE 14 - STOCKAGE, STATIONNEMENT ET PROTECTION AUTOUR DES ARBRES - LA PROTECTION DES TRONCS D'ARBRE :

- Pour rappel, la périphérie du tronc est une partie vitale pour l'arbre : située juste sous l'écorce, cette zone concentre les vaisseaux conducteurs de sève ainsi que le cambium subérophellodermique (permettant la cicatrisation de l'arbre).
- Vulnérable aux chocs, la protection de cette zone est indispensable.
- Un dispositif spécifique doit être OBLIGATOIREMENT mis en place : Installation d'une enceinte de protection autour de l'arbre sur une surface de 2 à 4 mètres carrés minimum, constituée de panneaux «durs» de type palissade (en bois ou grillagée) d'au moins 2 mètres de haut.

LE STOCKAGE ET STATIONNEMENT :

- Aucun dépôt, stockage de matériaux ou stationnement de véhicules ne peut être réalisé dans le périmètre de protection car ils peuvent être à l'origine de compaction ou de pollution du sol.
- Ils peuvent en effet être à l'origine de compaction ou de pollution du sol
- Le stationnement de camions transporteurs d'hydrocarbures, de réservoirs qui en contiendraient ou de groupes électrogènes est interdit sous les frondaisons. En effet, les émanations d'hydrocarbures peuvent causer des brûlures au feuillage.»
- En dehors du périmètre, les produits polluants devront être isolés du sol.
- Dans les zones en pente, des mesures de limitation du risque de pollution par les eaux de ravinement doivent être entreprises.
- En cas de non-respect de ces mesures, le barème d'indemnisation de l'arbre sera automatiquement appliqué.

ARTICLE 15 - Le chantier devra pouvoir être interrompu à tout moment en cas d'instructions officielles des autorités sanitaires en ce sens. Le demandeur assurera la mise en sécurité du chantier et organisera son maintien en état de sécurité (mise en place d'une astreinte) aussi longtemps que les instructions officielles des autorités sanitaires le nécessiteront.

ARTICLE 16 -PRESCRIPTIONS PLAGES HORAIRES TRAVAUX ET AMENAGEMENTS -

- Sur les voies classées à grande circulation les travaux devront impérativement se faire, sous peine de sanction, de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.
- Les entreprises intervenantes à proximité des restaurants ou des terrasses se verront dans l'obligation d'interrompre les travaux entre 12h00 et 14h15.
- Selon le lieu d'intervention l'aménagement « provisoire » d'un chemin piéton ou d'une piste cyclable sera obligatoire.
- Les plages d'interruption et les aménagements stipulés sur le présent arrêté devront être respectés à la lettre sous peine de sanction et d'arrêt immédiat du chantier.

ARTICLE 17 - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, Spie Batignolles Valérian.

ARTICLE 18 - Le présent arrêté abroge et remplace toutes les dispositions contraires antérieures sur les zones concernées définies sur cet acte.

ARTICLE 19 - Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Madame le Maire d'Avignon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Nîmes 16, avenue Feuchères 30000 NÎMES dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

ARTICLE 20 - Le Maire de la Ville d'Avignon est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



DIFFUSION:

SPIE BATIGNOLLES VALERIAN

SPIE BATIGNOLLES SOLEV

ABC Environnement

SAS C'CLOT

GIRARD

Sols Provence

Drôme Agregats

Gaudin

Alliance Consultants

Monstr

SAS Mariani

TETRA

SAS Guintoli / EHTP

SEGEX - TERIDEAL

La police

AVIGNON

Ville d'exception

- REPUBLIQUE FRANÇAISE -

Arrêté temporaire n° 24-AT-1362
Portant réglementation de la circulation

PÔLE EXPLOITATION URBAINE ET CIRCULATION

JARDIN DU ROCHER DES DOMS

LE MAIRE DE LA VILLE D'AVIGNON

CM

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route

VU l'arrêté municipal du 27 mai 2024 portant délégation de signature à Madame Cécile JOUFFRON Directrice Générale Adjointe à la Ville d'Avignon

VU la demande en date du 07/11/2024 par laquelle Spie Batignolles Valérian demeurant 84350 COURTHEZON représentée par Madame Margaux BERUT -0622775430 ainsi que les diverses entreprises intervenantes demandent l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public

CONSIDÉRANT que des travaux de restauration du Jardin du Rocher des Doms (aménagement paysagers, sols béton et pierres, serrurerie et ferronnerie, signalétiques, jeux pour enfants, maçonneries patrimoniales, réseaux divers, fontainerie, gros œuvre...) rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 25/11/2024 au 17/12/2024 JARDIN DU ROCHER DES DOMS;

ARRETE

ARTICLE 1 - À compter du 25/11/2024 et jusqu'au 17/12/2024, , JARDIN DU ROCHER DES DOMS.

Les entreprises autorisées sont:

- SPIE BATIGNOLLES VALERIAN
- SPIE BATIGNOLLES SOLEV
- ABC Environnement
- SAS C'CLOT
- GIRARD
- Sols Provence
- Drôme Agregats
- Gaudin
- Alliance Consultants
- Monstr
- SAS Mariani
- TETRA
- SAS Guintoli / EHTP

ARTICLE 2 - À compter du 25/11/2024 et jusqu'au 17/12/2024, , .

Les matins avant 11h00, afin de rejoindre le Jardin du Rocher des Doms, des PL sont autorisés à circuler sur les voies suivantes :

- Rue de la République
- Rue Félicien David
- Rue Racine
- Rue Molière
- Place Puits des Boeufs
- Rue Gérard Philippe
- Place du Palais (voie lourde exclusivement)
- Montée Jean XXIII
- Montée des Canons
- Montée des Moulins

Pour le retour, ces mêmes PL sont autorisés à circuler sur les voies suivantes :

- Montée des Moulins
- Montée des Canons
- Montée Jean XXIII
- Place du Palais (voie lourde exclusivement)

- Rue Gérard Philippe,
- Place Puits des Boeufs
- Rue Molière
- Rue Racine
- Rue Saint-Etienne
- Rue Rempart du Rhône
- Porte de l'Oulle

Pour la sécurité des piétons, les entreprises intervenantes s'engagent à mettre en place un « homme trafic » sur chacun des lieux de leurs passages.

ARTICLE 3 - À compter du 25/11/2024 et jusqu'au 17/12/2024, Au grés des manifestations (Foire Saint-André, Déambulations, courses...) la circulation des véhicules de chantier pourra être interrompue, SUR DIVERSES VOIES DE L'INTRA-MUROS.

ARTICLE 4 - À compter du 25/11/2024 et jusqu'au 17/12/2024, l'accès à la Métropole Notre Dame des Doms sera maintenue. Les résidents sont autorisés à stationner le long de leur immeuble sauf exception durant les travaux de réseau en tranchés où ils auront l'autorisation de stationner à l'intérieur du chantier.

L'accès des PMR qui se rendent à la métropole les dimanches est également maintenue. Leur stationnement devra se faire devant la grille jardin/métropole (face aux monuments aux morts), JARDIN DU ROCHER DES DOMS.

ARTICLE 5 - Le demandeur devra par tous les moyens (photos horodatées, constats signés, pv, ...) justifier de la mise en place du dispositif par ses soins (signalisation, jalonnement d'une déviation, informations des usagers, réservation de places stationnement, pose de barrières, affichage de l'arrêté ...) en cas de litige et de contrôle par la police municipale

ARTICLE 6 - La ville d'Avignon a recours au dispositif de Lecture Automatisée des Plaques d'Immatriculation (LAPI) dans le cadre du contrôle du Forfait de Post-Stationnement (FPS).

Ce dispositif s'applique dans toutes les zones où le stationnement est règlementé et payant.

Si tel est le cas, le bénéficiaire doit impérativement déclarer dès réception du présent arrêté et au plus tôt :

- la plaque d'immatriculation du véhicule utilisé (même de location)

- le numéro de la carte grise du véhicule utilisé

- le numéro du présent arrêté

Cette déclaration doit se faire auprès du CIRAPS (H24/24 et 7j/7) :

Par téléphone au numéro suivant : 04 90 80 83 83

Par mail : CIRAPS@mairie-avignon.com

Dans le cas contraire, le permissionnaire s'expose à d'éventuelles verbalisations

ARTICLE 7 - Selon l'arrêté n° **20-AP-0310**, les voies inscrites à l'intérieur du périmètre formé par les remparts sont classées « Zone de Rencontre ».

Sur les voies classées Zone de Rencontre :

- la priorité est accordée aux piétons qui n'ont pas obligation de circuler sur les trottoirs et aux cyclistes,

- la vitesse des véhicules est limitée à 20 km/h.

Durant les diverses piétonisations mises en place par la Ville hors Festival (Saison Estivale Noël...), les véhicules autorisés se doivent de circuler à vitesse très réduite (5km/h) et laisser la priorité absolue aux piétons

Durant le Festival, cette autorisation n'est valable que de 02h00 à 12h00. Le permissionnaire devra respecter les règles de circulation mises en vigueur et instaurées par arrêté municipal

ARTICLE 8 - Les bénéficiaires sont tenus de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances et de réparer tout dommage qui aura pu être causé, dès la fin du chantier, soit à la date de fin de travaux convenue ci dessus.

La période de travaux convenue entre le gestionnaire de voirie et le concessionnaire devra inclure la remise en état du domaine public de manière à ne plus revenir dessus (finitions, branchements...),

- Les finitions devront être définies avant le commencement du chantier avec les services de la Ville,

- Les voies faisant moins de 2 mètres devront être reprises sur toute la largeur de fil d'eau à fil d'eau,

- Les découpes non linéaires et de petites surfaces ne seront pas admises (découpes homogènes)

Les prescriptions ci-dessus concernent également les ATU

ARTICLE 9 - En cas d'urgence entre 18h00 et 07h30, contacter les numéros suivants :

- Gardien Mairie tél **04.90.80.80.00**

- Voirie circulation astreinte tél **07.85.14.17.31**

- Police Municipale tél **04.90.85.13.13**

Par mesure de sécurité, liée à des contraintes techniques ou météorologiques, les dispositifs (signalisation, déviation, route barrée...) seront maintenus au-delà des heures mentionnées sur le présent arrêté et ce jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 10-PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES CHANTIERS EN ZONES ROUGES DU PPRI DU RHONE OU DE LA DURANCE -

Les demandeurs prendront les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du chantier et de ses installations en cas de crue, dès lors que les travaux se situent en zone rouge du PPRI prescrit dans les Portés à Connaissance (PAC) du risque inondation Rhône et Durance respectivement notifiés en nov. 2021 et nov. 2017. Sont également concernées par cette mesure les zones concernées derrière les digues, à savoir les zones quadrillées en rouge du PAC Durance et les zones en grenat du PAC Rhône. Les plans de zonage sont transmis en annexe du présent arrêté.

Les bénéficiaires de l'arrêté d'autorisation devront tenir compte des consignes de crue conformément aux prescriptions données par la direction de la sécurité civile locale de la ville d'Avignon, notamment en terme de cotes de vigilance et d'alerte, de délai d'évacuation et de mise en sécurité des biens et des personnes. Le demandeur est tenu de prendre contact auprès de cette direction avant tout démarrage du chantier à l'adresse suivante: marie.solerieu@mairie-avignon.com.

Il devra mettre en place une astreinte, joignable 24h sur 24 et 7j sur 7. Il proposera aux services de la ville un plan de gestion de crise en cas de crue.

ARTICLE 11 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES CHANTIERS AUX ABORDS OU DANS L'EMPRISE DES MARCHES HEBDOMADAIRES : -

Pour la sécurité des usagers et des forains des marchés hebdomadaires se déroulant sur l'ensemble de la commune d'Avignon, il en est de la responsabilité de l'entreprise intervenante de se renseigner sur les jours et horaires des marchés afin de sécuriser les lieux et les rendre accessibles.

ARTICLE 12 - Les mesures définies ci-avant ne seront applicables qu'après complète information des riverains et des commerçants du secteur et ce par une note distribuée individuellement par le Maître d'Ouvrage ou par l'entreprise mandataire des travaux,

ARTICLE 13 - STOCKAGE, STATIONNEMENT ET PROTECTION AUTOUR DES ARBRES - LA PROTECTION DES TRONCS D'ARBRE :

- Pour rappel, la périphérie du tronc est une partie vitale pour l'arbre : située juste sous l'écorce, cette zone concentre les vaisseaux conducteurs de sève ainsi que le cambium subérophellodermique (permettant la cicatrisation de l'arbre).
- Vulnérable aux chocs, la protection de cette zone est indispensable.
- Un dispositif spécifique doit être OBLIGATOIREMENT mis en place : Installation d'une enceinte de protection autour de l'arbre sur une surface de 2 à 4 mètres carrés minimum, constituée de panneaux «durs» de type palissade (en bois ou grillagée) d'au moins 2 mètres de haut.

LE STOCKAGE ET STATIONNEMENT :

- Aucun dépôt, stockage de matériaux ou stationnement de véhicules ne peut être réalisé dans le périmètre de protection car ils peuvent être à l'origine de compaction ou de pollution du sol.
- Ils peuvent en effet être à l'origine de compaction ou de pollution du sol
- Le stationnement de camions transporteurs d'hydrocarbures, de réservoirs qui en contiendraient ou de groupes électrogènes est interdit sous les frondaisons. En effet, les émanations d'hydrocarbures peuvent causer des brûlures au feuillage.»
- En dehors du périmètre, les produits polluants devront être isolés du sol.
- Dans les zones en pente, des mesures de limitation du risque de pollution par les eaux de ruissellement doivent être entreprises.
- En cas de non-respect de ces mesures, le barème d'indemnisation de l'arbre sera automatiquement appliqué.

ARTICLE 14 - Le chantier devra pouvoir être interrompu à tout moment en cas d'instructions officielles des autorités sanitaires en ce sens. Le demandeur assurera la mise en sécurité du chantier et organisera son maintien en état de sécurité (mise en place d'une astreinte) aussi longtemps que les instructions officielles des autorités sanitaires le nécessiteront.

ARTICLE 15 -PRESCRIPTIONS PLAGES HORAIRES TRAVAUX ET AMENAGEMENTS -

- Sur les voies classées à grande circulation les travaux devront impérativement se faire, sous peine de sanction, de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.
- Les entreprises intervenantes à proximité des restaurants ou des terrasses se verront dans l'obligation d'interrompre les travaux entre 12h00 et 14h15.
- Selon le lieu d'intervention l'aménagement « provisoire » d'un chemin piéton ou d'une piste cyclable sera obligatoire.
- Les plages d'interruption et les aménagements stipulés sur le présent arrêté devront être respectés à la lettre sous peine de sanction et d'arrêt immédiat du chantier.

ARTICLE 16 - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les demandeurs.

ARTICLE 17 - Le présent arrêté abroge et remplace toutes les dispositions contraires antérieures sur les zones concernées définies sur cet acte.

ARTICLE 18 - Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Madame le Maire d'Avignon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Nîmes 16, avenue Feuchères 30000 NÎMES dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

ARTICLE 19 - Le Maire de la Ville d'Avignon est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



DIFFUSION:

SPIE BATIGNOLLES VALERIAN

SPIE BATIGNOLLES SOLEV

ABC Environnement

SAS C'CLOT

GIRARD

Sols Provence

Drôme Agregats

Gaudin

Alliance Consultants

Monstr

SAS Mariani

TETRA

SAS Guintoli / EHTP

La police